

KHALID KOSER

UNE DIASPORA DIVISÉE ?

TRANSFERTS ET TRANSFORMATIONS AU SEIN DE LA DIASPORA
ÉRYTHRÉENNE

CET ARTICLE MONTRE QUE LES RÉFUGIÉS PEUVENT FOURNIR DE L'AIDE AUTANT QU'ILS EN REÇOIVENT, ET COMMENT CE PROCESSUS PEUT ENGENDRER DES TRANSFORMATIONS POLITIQUES ET SOCIALES. CES DERNIÈRES QUARANTE ANNÉES, LES RÉFUGIÉS DE LA DIASPORA ÉRYTHRÉENNE ONT LARGEMENT CONTRIBUÉ À SOUTENIR LEUR PAYS, D'ABORD LORS DE LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE, PUIS DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEL ÉTAT ET, PLUS RÉCEMMENT, DU CONFLIT AVEC L'ÉTHIOPIE. DERNIÈREMENT, LES DIVISIONS ONT ÉTÉ EXACÉRBEES À LA FOIS ENTRE LA DIASPORA ET L'ÉTAT, ET À L'INTÉRIEUR MÊME DE LA DIASPORA.

Plusieurs contributions de ce dossier de *Politique africaine* ont montré comment l'aide humanitaire ou d'autres types d'assistance pouvaient entraîner des transformations sociales au sein des populations réfugiées. Par contraste, le présent article veut évoquer une relation inverse. Partant d'un cas d'étude spécifique, il analyse comment des réfugiés peuvent fournir de l'aide aussi facilement qu'ils en reçoivent, et comment ce processus est susceptible de provoquer des transformations au sein de la population.

Cet article traite des transferts (économiques, sociaux et politiques) des réfugiés érythréens au Royaume-Uni et en Allemagne à destination de leur pays d'origine¹. Après une introduction portant sur les circonstances de leur exil, on verra combien les réfugiés érythréens vivant hors du continent africain se sont impliqués dans les affaires de leur pays. Ils ont su, en règle générale, surmonter leurs divisions politiques internes, et ont manifesté un soutien remarquable à la cause érythréenne, aussi bien pendant la lutte nationale pour l'indépendance (1961-1991) qu'après (1991-1998). Pourtant, pour la première fois depuis quarante ans, des clivages sont récemment apparus, tant au sein des communautés vivant à l'étranger qu'entre celles-ci et l'État. Il apparaît que cette situation est la résultante directe des pressions croissantes exercées sur

les réfugiés érythréens pour appuyer l'État durant le récent conflit avec l'Éthiopie (1998-2000). Les Érythréens d'outre-mer se présentent souvent comme une « diaspora ». Cette diaspora semble aujourd'hui fort divisée.

LES COMMUNAUTÉS DE RÉFUGIÉS ÉRYTHRÉENS

Il sera question ici des réfugiés qui ont fui durant la lutte pour l'indépendance, entre 1961 et 1991, et qui ont trouvé asile en Europe. De nombreux réfugiés furent également déplacés vers les pays voisins, en particulier le Soudan². En revanche, le conflit avec l'Éthiopie, à partir de 1998, a généré relativement peu de réfugiés érythréens (ou éthiopiens, d'ailleurs), quoique des estimations fassent état de plus de 60 000 Érythréens expulsés d'Éthiopie et de 250 000 autres éloignés des zones frontalières à l'intérieur du pays.

Il n'existe pas de chiffres précis sur le nombre de réfugiés érythréens en Europe ou en Amérique du Nord. La principale raison en est que les Érythréens ont été enregistrés, dans la plupart des pays d'accueil, comme « Éthiopiens » (jusqu'en 1991, en effet, le territoire de l'Érythrée est resté formellement une province éthiopienne), et que peu de statistiques ont depuis lors pris en compte la nouvelle situation en distinguant les deux populations. Les chiffres de la participation au référendum sur l'indépendance de 1993 constituent cependant un indicateur. D'après ces derniers, les bulletins de vote envoyés par les Érythréens de l'étranger sont au nombre de 84 370³; les pays d'accueil les plus importants sont l'Arabie saoudite (37 785), les États-Unis et le Canada (14 941), puis l'Allemagne (6 994). Il est vrai que ces données intègrent aussi un certain nombre de migrants économiques, mais la plupart des sources provenant des communautés érythréennes confirment le fait que la grande majorité des immigrants érythréens de la première génération installés en Europe et en Amérique du Nord sont arrivés comme réfugiés. Elles ne contestent pas non plus le chiffre de 98 % de participation au référendum avancé par le Comité constitutionnel érythréen⁴. Il n'en demeure pas moins que ces données sous-estiment sans doute très largement l'importance réelle de la population réfugiée érythréenne, dans la mesure où elles ne prennent en compte que les personnes susceptibles

1. Les recherches sur lesquelles s'appuie cet article ont été financées par le Transnational Communities Programme (1998-2000) de l'ESRC (European Scientific Research Council).

2. J. Bascom, *Losing Place*, Oxford, Berghahn, 1998.

3. Referendum Commission of Eritrea, *Report on the Eritrean Referendum*, Asmara, Ministry of Information, 1993.

4. D. Styan, « Eritrea 1993: the end of the beginning », in T. Allen (ed.), *In Search of Cool Ground*, Londres, James Currey, 1993, pp. 80-95.

de voter, c'est-à-dire âgées de 18 ans et plus. Par ailleurs, elles sont déjà vieilles de neuf ans : il apparaît depuis lors que la grande majorité des Érythréens réfugiés hors d'Afrique sont restés à l'étranger. Les représentants de la communauté du Royaume-Uni, par exemple, indiquent que les Érythréens vivant dans ce pays sont entre 20 000 et 25 000.

L'Europe a connu trois grandes vagues d'immigration de réfugiés érythréens durant la « lutte pour l'indépendance ». La première, au milieu des années 1970, coïncida avec la déposition de Hailé Sélassié en 1974 et l'accession du *Derg* (« comité militaire ») au pouvoir à Addis-Abeba. Les personnes que nous avons interrogées rapportent que le *Derg* a transformé le harcèlement épisodique des Érythréens en emprisonnements et en persécutions systématiques. Beaucoup d'Érythréens fuirent d'abord vers le Soudan, où des programmes de réinstallation les prirent en charge à destination de divers pays, dont les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suède. La deuxième vague survint dans l'année qui suivit la « campagne de l'étoile rouge », qui impliqua quelque 90 000 soldats éthiopiens⁵. La troisième grande vague eut lieu à la fin des années 1980, lorsque le Front de libération du peuple érythréen (Éritrean People's Liberation Front, EPLF) lança une série d'attaques qui devaient culminer avec la victoire de 1991. Beaucoup d'Érythréens qui arrivèrent alors en Europe étaient des « mineurs non accompagnés », c'est-à-dire des enfants seuls, âgés de moins de 18 ans.

LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE (1961-1991)

Les liens entre la diaspora et l'EPLF pendant la « lutte pour l'indépendance » de l'Érythrée, qui commence en 1961, est vraisemblablement l'un des premiers exemples de « transnationalisme ». En dépit de l'absence de recherches systématiques sur le rôle de la diaspora durant cette période, les observations qui suivent fournissent au moins un premier aperçu des liens entretenus et du degré d'organisation qu'ils impliquent. Considérons d'abord le témoignage de Mehretu⁶, un réfugié érythréen vivant au Royaume-Uni.

« Quand je vivais à Tripoli dans les années 1970, nous avions des réunions régulières pour tous les réfugiés érythréens. Nous avions l'habitude de donner de l'argent – même les écoliers. Ce que j'ai compris, c'est que l'argent était envoyé de Tripoli vers une banque de l'EPLF à Bologne, et qu'il était utilisé pour acheter des médicaments, des armes, des livres – et j'en passe – pour les combattants. »

L'histoire de Mehretu n'a rien d'exceptionnel. Tout au long de la lutte pour l'indépendance, les réfugiés érythréens du monde entier furent mobilisés, à travers un réseau systématique d'« organisations de masse », afin de contribuer

à l'effort de guerre. Ce fut notamment l'une des caractéristiques de l'EPLF, qui ouvrit des bureaux politiques dans la plupart des pays d'accueil afin de mobiliser les réfugiés. Parallèlement, l'EPLF institua tout un réseau d'organisations non-gouvernementales, connu sous le nom d'Eritrean Relief Association (ERA). Durant la lutte pour l'indépendance, ce réseau parvint à cibler les ONG des pays d'accueil, ainsi que d'autres donateurs, et à canaliser leurs contributions. Au Royaume-Uni, il organisa même, de façon régulière, des collectes publiques : beaucoup d'Érythréens se souviennent avoir passé des week-ends et des soirées à recueillir des dons dans les rues.

Également significative est l'allusion de Mehretu à Bologne. La ville italienne servit effectivement à l'EPLF de quartier général en exil, accueillant même, dès les années 1960, un festival érythréen qui permit de lever des fonds supplémentaires et de politiser la diaspora en faveur de l'indépendance. Y étaient notamment projetées des vidéos relatant les conditions de vie derrière la ligne de front. Ces vidéos, réalisées par les fameux « cameramen aux pieds nus » de l'EPLF, se trouvent dans les archives du ministère érythréen de l'Information, et des clips sont encore diffusés, aujourd'hui, à la télévision érythréenne. L'une de leurs caractéristiques les plus frappantes est de ne pas seulement mettre en avant les succès militaires, par exemple les prisonniers de guerre éthiopiens, mais aussi de montrer les efforts entrepris par l'EPLF pour créer des écoles et des hôpitaux. Or, les membres de la diaspora contribuèrent de façon importante à ces œuvres sociales. Des professionnel(le)s sont retourné(e)s sur le terrain, du temps de la lutte, pour exercer temporairement comme enseignant(e)s, médecins ou infirmier(e)s. Aux États-Unis et en Allemagne, des exilés érythréens créèrent même des « syndicats », contribuant là encore à des actions en faveur de l'éducation et de la santé. Ces « syndicats » envoyèrent des dons importants à l'EPLF, notamment sous forme de livres et de médicaments.

LA RECONSTRUCTION D'APRÈS-GUERRE (1991-1998)

Contrairement à ce qui avait été initialement prévu en Érythrée et à l'étranger, la grande majorité des réfugiés érythréens en Afrique et hors d'Afrique ne retournèrent pas dans leur pays à l'indépendance. Leurs relations avec le nouvel État se poursuivirent cependant, quoique sous une nouvelle forme : si le festival de Bologne continua d'exister, la majeure partie des organisations formelles se démantelèrent, y compris les « syndicats » et le réseau ERA. Les

5. D. Connell, *Against all Odds. A Chronicle of the Eritrean Revolution*, Trenton, NJ, Red Sea Press, 1997 (seconde édition).

6. Tous les noms cités ici sont des pseudonymes.

liens entre la diaspora et le nouvel État prirent désormais deux formes. La première fut politique. Comme on l'a dit plus haut, on estime que près de 98 % d'Érythréens de par le monde ont pris part au vote de 1993. On ne s'étonnera pas qu'environ 99 % des bulletins se soient exprimés en faveur de l'indépendance⁷. Après le référendum, les ressortissants de l'Érythrée à l'étranger furent également impliqués dans le processus de rédaction, puis de ratification de la Constitution en 1997. La diaspora disposait en effet d'une représentation à l'Assemblée du Comité constitutionnel, avec 6 membres sur 50. Trois versions successives de la Constitution circulèrent parmi les communautés à l'étranger comme en Érythrée même et, à chaque fois, les réactions furent discutées et incorporées dans les textes. Selon le président de l'Assemblée, la diaspora prit ainsi une part décisive dans la rédaction et la formulation de plusieurs parties essentielles de la Constitution, touchant notamment à la tenue d'élections multipartites – jamais réalisées jusqu'à présent – et au droit de vote des Érythréens à l'étranger.

Le second type de relation entre la diaspora et l'État érythréen est d'ordre économique. Depuis l'indépendance, il a été demandé à chaque adulte de la diaspora de verser à l'Érythrée 2 % de son revenu annuel. Ce taux s'applique à toute la diaspora, aussi bien aux chômeurs qu'aux autres catégories sociales. Toutes les personnes interrogées ont déclaré payer cette contribution, et nul ne semble manifester de réticence à cet égard – y compris parmi les opposants déclarés à l'actuel gouvernement, le Front populaire pour la démocratie et la justice (People's Front for Democracy and Justice, PFDJ). La plupart des Érythréens perçoivent cet impôt non pas comme une charge, mais comme un « devoir » envers leur pays. Lorsque j'ai demandé à Taza, de Berlin, s'il avait jamais songé à ne pas s'en acquitter, il répondit : « Non, parce que cela voudrait dire que je déclare ne pas être érythréen. » Il s'agit bien sûr d'un cas individuel, mais sa réponse reflète une attitude partagée par la plupart des Érythréens avec qui je me suis entretenu.

LE CONFLIT FRONTALIER AVEC L'ÉTHIOPIE (1998-2000)

Depuis qu'a éclaté le conflit frontalier, en 1998, le gouvernement érythréen s'est visiblement efforcé d'intensifier ses liens avec la diaspora. Cela s'est fait de trois manières, et il s'agit toujours d'un processus en cours. En premier lieu, le gouvernement a procédé à la réouverture de bureaux politiques dans les principaux pays d'accueil de la diaspora – États-Unis, Allemagne et Arabie saoudite –, qui avaient été fermés à l'indépendance. Des membres éminents du gouvernement y ont même été dépêchés. Dans les autres pays d'accueil, le ministère érythréen des Affaires étrangères a demandé aux ambassades

et aux consulats de réaliser des statistiques sur la diaspora, et d'établir un profil démographique, notamment des personnes qualifiées et diplômées.

En second lieu, le réseau ERA, qui avait lui aussi été démantelé à l'indépendance, a revu le jour, sous une série de nouveaux noms : le Fonds de développement érythréen (Eritrean Development Fund) aux États-Unis, le Réseau de soutien à l'Érythrée (Eritrea Hilfswerk) en Allemagne, et Citoyens pour la paix (Citizen for Peace) au Canada. Enfin, le gouvernement a lancé une campagne d'information au sein de la diaspora, en particulier par le biais de visites de pays-hôtes par des représentants gouvernementaux. Ainsi un membre éminent du ministère de la Justice est-il rentré à Asmara en juillet 2000 après une visite d'un mois dans six pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Le même mois, le secrétaire général du PFDJ avait assisté au festival érythréen de Bologne.

La principale motivation de l'État, en la matière, était d'attirer de nouvelles contributions financières de la part de la diaspora⁸, à qui il était demandé non seulement de participer aux coûts croissants d'une armée engagée dans un conflit de longue haleine, mais aussi de fournir aide et soutien aux victimes de la guerre. Plus concrètement, la part de la contribution de la diaspora fut augmentée. On demanda ainsi aux Érythréens du Royaume-Uni de donner 1 livre par jour, plus un versement exceptionnel de 500 livres en 1999. En Allemagne, en décembre 1998, le taux de 2 % fut élevé à 10 % durant un mois, un paiement exceptionnel de 1 000 DM fut demandé, et les Érythréens furent également sollicités pour payer 30 DM supplémentaires par mois en 1999.

Autre manière de lever des fonds, le gouvernement, pour la première fois en Érythrée, émit des bons du Trésor au début de l'année 1999. Le conseiller économique du président estimait en juillet 2000 que quelque 20 millions de dollars de bons avaient été vendus en Amérique du Nord, 20 millions en Europe et 15 millions au Moyen-Orient. Deux autres stratégies furent également adoptées par l'État : la vente aux enchères de logements à Asmara, la capitale de l'Érythrée, et l'allocation de terres en dehors de la ville. Il s'agissait d'une initiative importante, compte tenu du fait que l'une des premières mesures prises par l'État après l'indépendance avait été de nationaliser toutes les terres. La décision de vendre au moins une partie des terres à des particuliers témoignait de l'urgence qu'il y avait, pour l'État, à attirer les investissements venus de l'étranger. Une autre motivation du gouvernement érythréen fut de tenter d'influencer, sinon de contrôler, les critiques émises au sein de la diaspora,

7. D. Styan, « Eritrea 1993 : the end of the beginning », art. cit.

8. R. C. Smith, « Transnational localities : community, technology and the politics of membership within the context of Mexico and US migration », in M. P. Smith et L. E. Guarnizo (eds), *Transnationalism from Below*, New Brunswick, Transaction, 1998, pp. 196-237.

ainsi que leurs répercussions éventuelles auprès de la population locale. Sur le plan politique, en effet, la diaspora a eu tendance à s'affranchir de la tutelle de l'Érythrée grâce au foisonnement d'exilés érythréens sur Internet. Le forum de discussion DEHAI, notamment, n'a jamais été complaisant à l'égard de l'État érythréen. Dans le contexte du conflit avec l'Éthiopie, la propagande a représenté une arme cruciale pour le gouvernement érythréen, qui a cherché à étouffer les critiques de l'extérieur.

Enfin, une troisième motivation des autorités à l'égard de la diaspora a été de mobiliser les Érythréens d'outre-mer comme un vecteur représentant et soutenant la cause d'Asmara dans les pays d'accueil. À un niveau formel, le réseau ERA fut revitalisé pour réunir des fonds parmi les ONG des pays-hôtes ; moins formellement, de nombreuses organisations locales de la diaspora érythréenne commencèrent à réunir de l'argent par le biais de concerts ou de récitals de poésie, ou au moyen de collectes publiques. Les résultats, cependant, s'avèrent assez limités en matière de sensibilisation des médias et de lobbying politique auprès des gouvernements des pays d'accueil.

TRANSFERTS ET TRANSFORMATIONS DANS LA DIASPORA

La nouveauté des années 1998-2000 aura surtout été le succès remporté par l'État érythréen dans sa volonté de mobiliser le soutien de la diaspora. Il s'agit là d'un objectif poursuivi par un nombre croissant de pays dans le monde, particulièrement parmi les plus pauvres, et qui mérite attention.

Trois facteurs se combinent pour expliquer l'intensité des liens transnationaux entre l'État érythréen et la diaspora. Le premier est lié au fait que l'Érythrée a un État fort. Depuis l'indépendance, le pays a été gouverné par un seul parti, le PFDJ, et par un unique président, Isaias Afewerki. En dépit des engagements inscrits dans la Constitution en faveur d'élections multipartites, aucune élection n'a eu lieu depuis l'indépendance, et il n'existe pas, en Érythrée, de parti d'alternance viable. Le pouvoir est concentré entre les mains du PFDJ, et il n'existe pas de médias indépendants dans le pays. D'une certaine manière, le PFDJ n'est qu'une version renouvelée de cet EPLF qui, sous la direction du même Isaias Afewerki, avait libéré l'Érythrée de l'Éthiopie. Un second facteur réside dans le remarquable sentiment d'unité qui existe au sein de la diaspora érythréenne. Des tensions se font jour évidemment, le long de lignes de fractures ethniques, politiques ou religieuses – sachant que la population érythréenne est constituée à parité de musulmans et de chrétiens. Les facteurs de division sont cependant moins puissants que les facteurs d'unité, au premier rang desquels la fierté partagée d'avoir gagné l'indépendance de haute lutte. Depuis 1998, un troisième facteur, inédit jusqu'alors, a été la propagande de l'État

érythréen. Celui-ci a en effet réussi à se présenter au sein de la diaspora – mais de façon moins convaincante sur le plan diplomatique – comme la victime d'un voisin plus peuplé, plus puissant, enclin à la recolonisation et bénéficiant du soutien de la communauté internationale. Dès lors, les clivages se sont rapidement effacés, et la diaspora s'est unie pour défendre son pays.

En même temps s'est développé un sentiment croissant de désillusion à l'égard de l'État érythréen. Le succès à court terme de l'État érythréen dans la mobilisation de la diaspora doit probablement être relativisé par l'aliénation à long terme d'une partie importante des soutiens de l'extérieur à un régime autoritaire.

L'EXACERBATION DES DIFFÉRENCES POLITIQUES

Des différences politiques ont toujours existé à l'intérieur de l'Érythrée et de la diaspora. Elles se sont concentrées autour de trois problèmes principaux. D'abord, les dissensions anciennes entre le Front de libération érythréenne (Eritrean Liberation Front, ELF), qui lança la lutte pour l'indépendance, et l'EPLF, qui prit le relais et remporta la victoire de 1991⁹. En second lieu, le sentiment que le gouvernement actuel était dominé par des chrétiens au détriment des musulmans. Enfin, les ressentiments à l'encontre d'un pouvoir qui, accaparé par les élites des hauts plateaux, excluait les neuf autres principaux élites d'Érythrée.

Avant le récent conflit, les raisons qui pouvaient pousser de tels groupes à s'opposer activement au gouvernement du PFDJ étaient limitées. De façon frappante, par exemple, les personnes interrogées qui reconnaissaient être membres de l'opposition ne continuaient pas moins de payer une contribution de 2% à l'État érythréen. Comme le disait l'une d'entre elles : « Ce n'est peut-être pas le bon gouvernement, mais c'est bon pour nous de soutenir notre pays. Notre temps viendra. » Le conflit semble justement avoir fourni le catalyseur nécessaire à la mobilisation de l'opposition à l'extérieur de l'Érythrée – mais pas à l'intérieur. Les groupes d'opposition, naguère éparpillés, se sont unis en un seul parti, l'Alliance des forces nationales érythréennes (Alliance of Eritrean National Forces), et ont redoublé d'activités, qu'il s'agisse de réunions communautaires ou de la participation aux forums de discussion du DEHAL.

Cela s'explique assez bien par un certain scepticisme à propos des objectifs du conflit, y compris parmi les proches du gouvernement. Des interviews conduites auprès de sympathisants du PFDJ le confirment. La propagande

9. D. Connell, *Against All Odds. A Chronicle of the Eritrean Revolution*, op. cit.

du gouvernement ne les a pas empêchés de voir clair et de dénoncer dans la guerre de 1998 avec l'Éthiopie un « gaspillage de temps et de vies ». Lorsque l'État a demandé à la diaspora des contributions supplémentaires, les critiques ont été plus ouvertes. À une réunion de la communauté à Berlin, par exemple, une majorité des personnes présentes a publiquement exprimé ses réticences à financer la reprise des combats plutôt que la reconstruction du pays après la lutte pour l'indépendance. Au sein de la diaspora, beaucoup ont finalement continué à verser de l'argent pour protéger la nation en péril. Mais, une fois le conflit terminé, leur attitude envers le gouvernement est aussi devenue plus critique.

LA CONFIRMATION D'UN SENTIMENT D'« EXPLOITATION »

Pour le gouvernement érythréen, une telle désillusion aurait dû être un sujet de préoccupation plus important que la mobilisation de l'opposition. L'attitude des autorités durant le conflit a en effet accru le sentiment d'exploitation d'une diaspora qui, en dépit de l'évolution de ses liens avec l'État érythréen, a eu l'impression d'avoir été délibérément tenue à l'écart depuis l'indépendance. Les Érythréens d'outre-mer estiment ainsi que le gouvernement n'a perçu leur contribution économique que sous un jour purement fonctionnel, et leur participation au référendum et à la Constitution comme de simples formalités. Ils sont de plus en plus convaincus que leur a été niée la possibilité de participer pleinement au développement de ce nouvel État pour lequel ils avaient tant combattu du temps de la lutte pour l'indépendance. Des représentants du gouvernement reconnaissent eux-mêmes qu'après la victoire de 1991, les autorités ont voulu encourager l'autonomie de la diaspora.

« Lorsque nous avons gagné l'indépendance, explique le porte-parole du ministre des Affaires étrangères à Asmara, il apparut brutalement qu'il n'y avait plus besoin de mobiliser les Érythréens de la diaspora. Notre sentiment était qu'ils devaient mener leur propre vie. S'ils voulaient participer, il fallait qu'ils rentrent. »

Un certain nombre de raisons peuvent expliquer cette politique. Sur un mode positif, le gouvernement aurait ainsi laissé le champ libre à la diaspora en prenant acte de ses sacrifices de temps et d'argent durant la lutte pour l'indépendance. De façon plus pragmatique, les autorités avaient également intérêt à éviter la montée des critiques au sein de la diaspora. Et elles n'ont pas caché leur déception – le mot « trahison » serait trop fort – lorsque les Érythréens d'outre-mer ont refusé de rentrer au pays, ce qui aurait justifié la volonté de ne pas trop les impliquer dans la conduite des affaires de l'État. Résultat, le gouvernement a développé des relations ambivalentes avec la diaspora.

D'un côté, les Érythréens de l'étranger ont maintenu des liens anciens, essentiellement *via* leur contribution économique et politique ; de l'autre, ils ont eu le sentiment que l'État avait rompu la symbiose qui avait marqué leur attachement à la lutte pour l'indépendance. La guerre de 1998 a encore exacerbé ce processus de distanciation. La plupart des Érythréens de la diaspora ont payé les contributions extraordinaires qui leur étaient demandées, malgré un scepticisme croissant quant aux motivations d'Asmara dans un conflit auquel ils n'avaient absolument pas pris part. Mais, après la cessation des hostilités, beaucoup d'entre eux ont commencé à reconsidérer leur relation avec l'État érythréen. Ce sont certainement les pressions grandissantes d'Asmara sur les ressources financières de la diaspora qui ont le plus contribué, à partir de 1998, à aliéner jusqu'aux partisans du gouvernement. La mobilisation des fonds outre-mer a engendré d'énormes contraintes économiques, en particulier pour les Érythréens les plus pauvres – chômeurs, « sans-papiers » en voie de régularisation, parents seuls... Plusieurs personnes interrogées m'ont dit qu'elles avaient été déchirées entre la volonté de donner pour leur pays et la nécessité de faire face aux réalités économiques à l'étranger. Les appels d'Asmara à la solidarité ont surtout eu pour effet de mettre en évidence leurs difficultés dans les pays d'accueil, voire un échec personnel.

Dans de nombreux cas, qui plus est, les familles restées en Érythrée ont également demandé davantage d'argent. La plupart des informateurs nous ont dit avoir effectué des transferts sur une base relativement régulière avant le conflit. Beaucoup ont alors été sollicités pour des envois supplémentaires visant à compenser le recrutement dans la guerre des personnes économiquement actives en Érythrée. S'y est ajoutée la pression de certains acteurs sociaux et politiques de la diaspora qui voulaient que les collectes d'argent soient rendues publiques. Un panneau du Centre communautaire des Érythréens de Berlin, par exemple, affichait la liste des personnes ayant versé leur contribution, ainsi que le montant de celle-ci. Les donateurs recevaient en échange un certificat délivré par l'ambassade qui reconnaissait leur rôle dans la défense de l'Érythrée. Les membres de la communauté dont le nom n'apparaissait pas sur le panneau en ressentaient une certaine gêne.

Nous avons suggéré en introduction que, dans les procédures d'assistance, les réfugiés n'étaient pas que des bénéficiaires mais aussi des donateurs. Le fait de fournir de l'aide plutôt que d'en recevoir n'en a pas moins provoqué des transformations notables au sein des populations réfugiées. En effet, des clivages ont commencé à apparaître entre l'État érythréen et la diaspora, d'une part, et au sein de la diaspora elle-même, d'autre part, cassant la belle unité du temps de l'indépendance.

Autre particularité, nous avons parlé de réfugiés africains vivant hors du continent noir. Or, la majorité des réfugiés africains – y compris érythréens – connaissent l'exil à l'intérieur du continent, et les processus observés en situation de diaspora ne sont probablement pas reproductibles dans les camps. En outre, la diaspora érythréenne outre-mer s'avère bien singulière compte tenu des circonstances inhabituelles qui ont présidé à l'histoire de ses relations avec un État en formation. Quelles conclusions générales peut-on donc en tirer ?

Le cas érythréen frappe d'abord par la force des liens qui se sont développés entre la diaspora et l'État. Mais d'autres diasporas de réfugiés ont également pu entretenir des relations suivies avec leur pays d'origine, par exemple en Somalie¹⁰. Par ailleurs, il n'est pas rare que des conflits soient financés par des communautés migrantes qui ne sont pas forcément composées en majorité de réfugiés¹¹. Dans tous les cas, il serait réducteur de dépeindre les réfugiés comme de simples récipiendaires de l'aide, des êtres quelque peu « impuissants » et « passifs ». Signaler que les réfugiés sont aussi des donateurs renverse la perspective. Les réfugiés peuvent anticiper, mobiliser leurs ressources et évoluer indépendamment des circuits de l'aide, y compris dans les camps, où ils ont souvent fait preuve d'ingéniosité, voire d'un certain esprit d'entreprise¹².

Le cas des Érythréens de la diaspora, enfin, déborde du champ spécifique des réfugiés. Alors qu'il existe une littérature abondante sur les remises de fonds des migrants, relativement peu de recherches ont pris en compte l'impact des transferts financiers sur ceux qui les envoient. La présente étude en souligne pourtant l'importance. Lesdits transferts, et plus généralement les contacts avec l'État ont, en l'occurrence, constitué un fondement essentiel de la constitution d'une diaspora érythréenne. Et tout indique qu'un tel processus est précisément à l'origine des scissions de la diaspora aujourd'hui : le catalyseur de divergences aussi bien internes qu'externes relativement à l'État érythréen ■

Khalid Koser

University College London, Migration Research Unit

Traduction de François-Xavier Fauvelle-Aymar

10. Voir M.-A. Pérouse de Montclos, « A refugee diaspora : when the Somali go west », in K. Koser (ed.), *New African Diasporas*, Londres, Routledge, à paraître.

11. A. de Waal, « Wars in Africa », in M. Kaldor (ed.) *Global Insecurity*, Londres, Pinter, 2000, pp. 24-52.

12. B. E. Harrel-Bond, *Imposing-Aid : Emergency Assistance to Refugees*, Oxford, New York, Oxford Medical Publications, Oxford University Press, 1986.